



Annales historiques de la Révolution française

365 | Juillet-septembre 2011
Lumières et révolutions en Amérique latine

Le colonel Medina Galindo, la province indienne de Riohacha et la révolution néogrenadine (1792-1814)

The Colonel Medina Galindo. The Indian Province of Riohacha and the Neo-Granada Revolution (1792-1814)

Daniel Gutiérrez Ardila



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12111>
DOI : 10.4000/ahrf.12111
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2011
Pagination : 79-101
ISBN : 978-2-200-92700-4
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Daniel Gutiérrez Ardila, « Le colonel Medina Galindo, la province indienne de Riohacha et la révolution néogrenadine (1792-1814) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 365 | Juillet-septembre 2011, mis en ligne le 01 septembre 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/12111> ; DOI : 10.4000/ahrf.12111

Tous droits réservés



LE COLONEL MEDINA GALINDO LA PROVINCE INDIENNE DE RIOHACHA ET LA RÉVOLUTION NÉOGRENADINE (1792-1814)

Daniel GUTIÉRREZ ARDILA

Qu'est-ce qu'une révolution ? Sans aucun doute, l'un des traits essentiels qui distinguent ce phénomène politique d'une simple émeute, d'un soulèvement ou d'une insurrection réside dans son incidence, qui s'étend même aux territoires restant *a priori* étrangers au mouvement, lesquels, de manière paradoxale et inopinée, finissent par être le théâtre de manifestations issues, dans une certaine mesure, des fondements des troubles frappés d'anathème. À partir de l'étude des répercussions de la transformation politique de 1810 dans le très fidèle gouvernorat de Riohacha, le présent article voudrait s'attacher à montrer que la révolution néogrenadine s'étendit insidieusement à l'ensemble de la vice-royauté, et que, pour avoir une idée plus claire de ce phénomène, il est très important de prêter aussi attention aux provinces qui sont restées alors sous l'orbite de la Régence. Alors qu'elles sont d'ordinaire considérées dans les histoires de la révolution néogrenadine comme des obstacles ou des frontières, il est temps d'observer plutôt en elles le curieux aspect qu'elles offrent du mouvement indépendantiste. De même nous intéresserons-nous au rapport que gouvernants et gouvernés entretenaient en Riohacha à la veille de la crise monarchique, en y voyant peut-être une clé permettant de comprendre tout aussi bien les raisons de la fidélité que celles de la rupture.

Mots-clés : Révolution d'indépendance, Nouveau Royaume de Grenade, gouvernorat de Riohacha, indiens Guajiros.

Vie et services d'un colonel de l'armée royale

Lorsqu'il est nommé gouverneur de Riohacha, José de Medina Galindo Muñiz y Montoya jouit de longs états de service et d'un mérite patiemment forgé depuis les échelons les plus bas de la carrière militaire. Né en 1743 au sein d'une famille de hobereaux originaire de la ville de Belalcazar, il a commencé à servir en tant que cadet à l'âge de onze ans. Un lustre plus tard, il est promu au grade de lieutenant puis, après avoir exercé comme lieutenant de grenadiers, à celui de capitaine et lieutenant-colonel d'infanterie, et se voit conférer le grade de colonel de l'armée royale espagnole en 1794. Bien que Medina Galindo ait servi durant trois ans au début de sa carrière dans la place forte de Ceuta, la plus grande partie de sa vie s'est écoulée en Amérique et notamment à Portobelo, Panama, La Guaira et La Havane. Depuis la capitale de Cuba, il prend part à la guerre d'indépendance nord-américaine : il est envoyé, en effet, comme renfort à Mobile (même s'il n'a jamais débarqué) et participe à l'expédition contre Pensacola, dont l'escadre devait être dispersée par un ouragan¹. Un contemporain a laissé un récit de ces événements. Il y rapporte que quatre des navires furent alors privés de leurs mâts ; « plusieurs bateaux rentrèrent difficilement à La Havane, d'autres finirent à Campeche, quelques-uns en Louisiane, une frégate de 36 canons se brisa contre les côtes du Yucatan, [et] deux autres nef s'échouèrent sur les côtes peuplées d'Indiens sauvages »². Ce n'est pas là le seul accident de navigation auquel dut faire face Medina Galindo pendant sa carrière. Lors de l'expédition dirigée contre l'île de Providence, dans laquelle on lui confia le commandement d'un brigantin, il subit un nouveau naufrage. Le bateau, accablé par le poids de ses 24 canons, se fendit par la proue : la troupe et l'armement furent sauvés du désastre, mais les bagages du commandant disparaissent sous les flots à cause de la rapidité du naufrage³.

(1) Il existe de nombreuses *relaciones de méritos* de José de Medina Galindo. Nous utilisons ici celles datées de Santiago de Veragua (31 août 1788) et de Riohacha (14 juin 1793 et 14 juillet 1798), Archivo General de la Nación – dorénavant AGN –, *Milicias y Marina*, t. 96, f. 628, t. 46, ff. 50-51 et t. 9, ff. 304-309 et 428-435. Dans l'Archivo General de Simancas – dorénavant AGS-SGU, 7072, se trouvent un état de services et une *relación de méritos* imprimée en 1785, où l'on rend compte des ancêtres et du lieu d'origine du militaire. Pour l'octroi du grade de lieutenant-colonel à Medina Galindo (San Lorenzo, 22 octobre 1788) voir AGN, *Milicias y marina*, t. 96, f. 400-404. Enfin, en ce qui concerne la promotion de celui-ci comme colonel d'infanterie, voir la lettre de remerciements qu'il adressa au vice-roi de Santa Fe (14 octobre 1794), *Id.*, t. 95, f. 968.

(2) FRANCISCO MORALES PADRÓN (éd.), *Diario de Don Francisco de Saavedra*, Sevilla, Universidad de Sevilla/CSIC, 2004, 134.

(3) *Relación de méritos* de 1798 déjà citée.



Les longs services militaires de Medina Galindo lui permettent d'être désigné comme gouverneur civil et militaire de la province de Santiago de Veragua, dans l'Isthme de Panama. Durant les années où il a la charge de ce territoire, il réussit à pacifier les Indiens changuinas qui avaient la fâcheuse habitude de se soulever, menaçant la sécurité des Espagnols⁴. De même, il fait face aux périls représentés par la « société » qu'entretiennent les Indiens mosquitos et guaimies du nord avec les Britanniques⁵. Ces faits expliquent pour une bonne part sa nomination, à l'initiative du vice-roi Ezpeleta (1789-1797), en tant que deuxième gouverneur de la province de Riohacha, située aussi dans le Nouveau Royaume de Grenade et, de même que celle de Santiago de Veragua, menacée par la présence d'Indiens insoumis proches des Anglais⁶.

Le territoire de Riohacha avait été détaché de la province de Sainte-Marthe et érigé en gouvernorat indépendant par le vice-roi Gil y Lemus (1789) en février 1789, comme un moyen propre à sauvegarder les intérêts royaux gravement lésés par la contrebande de bois de Brésil. À la tête de la nouvelle province est alors désigné le commandant de garde-côtes Juan Álvarez de Veriñas qui, peu de temps après avoir pris possession de sa charge, entreprend une campagne militaire afin de « se faire respecter des Indiens », sans réussir d'autre chose qu'à enflammer toute la région. Informé de ces événements, le vice-roi Ezpeleta ordonne au lieutenant du roi à Carthagène et ancien gouverneur de Sainte-Marthe Antonio de Narváez y Latorre de se rendre à Riohacha, d'entrer en contact avec les Indiens et de leur faire comprendre que les vexations dont ils ont été victimes ne sont que le résultat de la violation des ordres formels tant du roi que du vice-roi. En conséquence, Narváez doit informer les Guajiros qu'Alvárez de Veriñas sera demis de sa charge et remplacé par un officier « qui les traitera d'une toute autre façon, sans leur donner de nouveau motif de plainte »⁷. L'individu choisi pour une mission aussi délicate est, bien entendu, José de Medina Galindo.

(4) *Ibid.*; Voir aussi les certifications expédiées par les autorités de la cité de Santiago Alange (1787), AGN, Empleados públicos de Panamá, t. 1, ff. 280-283.

(5) Medina Galindo au vice-roi Caballero y Góngora (Santiago de Veraguas, 1^{er} avril 1788), AGN, Milicias y marina, t. 80, f. 698.

(6) Pour la nomination, Archivo General de Indias – dorénavant AGI –, Santa Fe, 1178. Voir également la lettre d'Antonio de Narváez y Latorre au vice-roi Ezpeleta (Riohacha, 15 février 1791), AGN, Milicias y marina, t. 95, f. 635; et celle de José Domás y Valle au même (Panamá, 29 janvier 1791), AGN, Cartas empleados públicos, t. 9, f. 689.

(7) AGS, SGU, 7072.

José de Medina Galindo et la province de Riohacha

Comme on l'a vu, à la fin du XVIII^e siècle, la province de Riohacha était, avant tout, le territoire des Indiens guajiros qui demeuraient insoumis malgré les nombreuses tentatives de la Couronne espagnole. Dans un ouvrage paru à Madrid en 1787, le jésuite Antonio Julián a décrit minutieusement le caractère et les coutumes de ce peuple :

« Il s'agit d'une nation belliqueuse et hardie et, malgré sa barbarie, fort policée envers les étrangers, avec lesquels elle entretient un commerce quasi permanent. Les Guajiros sont pêcheurs de perles, qu'ils vendent ensuite aux commerçants de quelques brigantins et paquebots, ce qui leur permet d'acheter de l'eau-de-vie, des esclaves noirs et des armes à feu [...] Ils ne sont point pauvres et misérables comme le sont habituellement les autres Indiens : ils ont leurs propres cheptels ou exploitations de bétail en grand nombre ; et en raison du fréquent commerce clandestin qu'ils pratiquent avec les Anglais et les Hollandais, ils savent très bien (grâce à de tels maîtres) se servir des armes à feu en toute occasion : et ils ont un tel engouement pour elles qu'ils n'utilisent presque plus l'arc et les flèches. Tant les nobles étrangers les rendent policés et civilisés »⁸.

Les Guajiros avaient donc réussi à conserver leur indépendance à l'abri du commerce clandestin, en vertu duquel non seulement ils se trouvaient armés à souhait, mais encore s'étaient familiarisés avec les intrigues de la politique européenne. Le voyage du cacique Don Cecilio López Sierra à la cour de Madrid constitue une illustration saisissante de cette situation. Ce dernier, en effet, propose alors – sans parvenir à ses fins – la pacification de sa nation en échange de la permission d'établir un *asiento* négrier à Sainte-Marthe ou Riohacha et d'importer des farines exemptes de droits⁹ depuis les colonies étrangères – projet très semblable à celui présenté à la Couronne postérieurement (1778) par le gouverneur Antonio de Narváez y Latorre. Après avoir précisé que le nombre des Guajiros était dix fois supérieur à celui des autres habitants de la province de Riohacha, Narváez se dit convaincu de la nécessité d'augmenter la population de celle-ci, moyen le plus à même, selon lui, de réduire les Indiens insoumis. À son avis, l'importation massive de

(8) *La perla de América, provincia de Santa Marta, reconocida, observada y expuesta en discursos históricos por el sacerdote Antonio Julián...*, Madrid, A. Sancha, 1787.

(9) *Ibid.*



Noirs offrait de plus grands avantages que la colonisation avec des Européens, car elle devait permettre, en outre, le décollage économique du territoire selon le modèle présenté par les colonies françaises. C'est pourquoi il sollicite l'autorisation pour les habitants de Riohacha d'échanger des produits locaux contre des esclaves africains dans les îles françaises et hollandaises. Il s'agissait, en somme, de troquer aux Anglais « de la chair contre de la chair, recevant d'eux celle, inestimable, d'un homme contre celle, méprisable, de quatre ou cinq taurillons, ou de trois mules, ou de 20 cargaisons de bois de Brésil, produits que cette terre offre gracieusement »¹⁰.

José de Medina Galindo parvient à la capitale de la province que lui a confiée la Couronne le 7 septembre 1792. Le lendemain, il prend possession de sa charge, avec instruction particulière de maintenir la paix et la tranquillité parmi les Guajiros. L'insistance sur ce point montre clairement ce que la Couronne attendait de lui et précise en même temps l'axe de son action à venir. Les chefs des différents clans proches de la capitale y sont convoqués juste après son arrivée pour que leur soit présenté le nouveau gouverneur et pour y être exhortés à vivre dans la paix et la tranquillité :

« afin que, de cette façon, ils soient traités dans l'avenir avec la même douceur dont ils ont été l'objet jusqu'à présent, tout en leur assurant que, si telle était leur conduite, ils continueraient à jouir de la liberté et des bénéfices que leur procure le commerce avec les Espagnols dans la vente qu'ils font de leurs produits et animaux en échange des biens qui leur sont les plus nécessaires »¹¹.

Cependant, comme Medina Galindo l'a très vite compris, il fallait inverser les termes de l'équation : la pacification des Guajiros était subordonnée à la réforme des politiques commerciales. Les conceptions du gouverneur à cet égard ont été sans aucun doute modelées par les effets positifs des mesures libéralisatrices qui venaient d'être prises par la Couronne en faveur de la province. En effet, le vice-roi Ezpeleta, adoptant les vues de Narváez y Latorre, avait octroyé en 1790 des permis provisoires à deux habitants de Riohacha pour l'exportation libre de droits de bois de Brésil, de mules et de chevaux vers les colonies amies et pour l'importa-

(10) Antonio NARVÁEZ Y LATORRE, *Provincia de Santa Marta y Río Hacha del Virreinato de Santa Fe* (Riohacha, 19 mai 1778), Biblioteca Luis Ángel Arango, libros raros y curiosos, mss. 482.

(11) Francisco Antonio Díaz Granados au vice-roi (Riohacha, 15 septembre 1792), AGN, Milicias y marina, t. 97, ff. 645-646.

tion, en échange, d'esclaves africains, d'instruments agricoles, de perles de verre et de quincaillerie. En vertu d'une cédula royale du 24 novembre de l'année suivante, les autorités péninsulaires étendirent à tous les commerçants de la province le même privilège pour six ans. Comme cette loi n'est entrée en vigueur en Riohacha qu'un mois après l'arrivée de Medina Galindo, le magistrat a pu toucher de près les immenses bénéfices engendrés par cette mesure¹².

À l'approche de son échéance, le colonel insiste avec une parfaite cohérence sur la nécessité vraiment vitale de renouveler, en faveur des habitants de Riohacha, la permission de commercer avec les colonies amies. Faute de quoi les Indiens continueraient à traiter avec les Anglais, recevant d'eux des armes et des munitions et constituant ainsi une menace permanente pour la sécurité de la vice-royauté. Medina Galindo était pleinement convaincu de l'inutilité des mesures répressives. D'abord, la cité de Riohacha se trouvait dans une totale incapacité de se défendre. Entièrement constituée de maisons en torchis et à toiture en feuilles de palmiers, elle était située le long d'une « plage plate, ouverte, sans muraille ni palissade ». Pour sa défense, elle ne disposait que du château de Saint Georges, « un petit et vilain fort à quatre angles dépourvu de bastion », muni seulement de trois canons et bon uniquement à défendre le mouillage de quelque bateau harcelé par les corsaires ennemis. La fortification du port était complétée par quatre corps de garde placés aux extrémités de celui-ci : délimités par des palissades et construits, eux aussi, en torchis et en feuilles de palmier, ils étaient pourvus de canons de petit calibre et de pierriers depuis le soulèvement général des Indiens de 1769, et ils étaient plus aptes à repousser des autochtones qu'à combattre une invasion étrangère¹³. Pour aggraver cette situation déjà complexe, il n'y avait en 1801 dans la cité qu'un caporal et trois gardes lesquels, selon l'affirmation pleine de sens de Medina Galindo, ne suffisaient même pas à assurer la surveillance de la rade du port¹⁴.

En second lieu, la province de Riohacha était située à quatre jours de navigation à peine de la Jamaïque et ses côtes ouvertes s'étendaient sur plus de soixante lieues. Enfin, le gouverneur ne disposait ni de cha-

(12) Comptes rendus de Medina Galindo au vice-roi (30 septembre 1797 et 15 février 1798), AGN, Milicias y marina, t. 138, ff. 924-927. Voir aussi AGN, Aduanas, t. 21, ff. 124-138.

(13) Medina Galindo au vice-roi de Santa Fe (15 février 1798), AGN, Miscelánea empleados públicos, t. 31, ff. 642-650.

(14) Medina Galindo au vice-roi (Riohacha, 14 octobre 1801), AGN, Miscelánea, t. 72, ff. 167-178.



loupe canonnière, ni de corsaire pour surveiller le littoral. Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que depuis la guerre d'indépendance nord-américaine, les Anglais aient réussi à entretenir une « admirable harmonie avec la nation guajira ». À la fin du siècle, ces rapports étaient si étroits que les commerçants britanniques demeuraient sur les côtes de Riohacha dans des :

« chaumières construites à l'aide de voiles de navires et de feuilles d'arbres afin de pouvoir acquérir plus facilement des cargaisons de bétail et de ne pas retarder les bateaux pendant qu'on rassemble les marchandises, et en attendant ils vivent parmi cette désordonnée et barbare nation comme s'ils en étaient de vrais membres. Qui pourrait douter que dans leurs assemblées on parle toujours contre les Espagnols et leur gouvernement afin de leur inspirer une haine implacable contre notre nation ? Il n'y a pour cela aucune difficulté, sachant que dans la Guajira on trouve des hommes qui, en raison de ce commerce incessant, savent s'exprimer convenablement dans la langue anglaise »¹⁵.

Bien entendu, les liens des Guajiros ne se bornaient pas aux seuls commerçants britanniques. En fait, ils entretenaient des contacts avec les Hollandais, les Danois et les Français. C'est ainsi qu'en janvier 1798, reviennent sur la côte de Bahía Honda deux Indiens « partis se promener aux Cayes de Saint-Louis, où ils avaient été reçus par le général [de cette place] avec des dîners, des bals et des comédies et d'où ils étaient rentrés chez eux habillés à la française, tellement contents et épris de ces divertissements jusqu'alors inconnus pour eux qu'ils avaient déclaré aux autres [autochtones] que seul l'amour qui les liait à leurs femmes et à leurs enfants avait pu les décider à quitter cette colonie ». Même si l'invitation faite par les Français avait été dictée par l'« amitié et l'alliance » existant entre l'Espagne et le Directoire, elle montre à quel point le gouvernorat de Riohacha avait atteint une importance stratégique dans la zone des Caraïbes¹⁶. La province était un grand garde-manger de viandes, produit fondamental pour pourvoir aux besoins d'escadres et d'armées en temps de guerre. De plus, par sa proximité avec la Jamaïque, l'étendue de ses côtes, l'absence de défense de celles-ci et la présence de nombreux Indiens insoumis et armés, elle constituait un lieu privilégié pour l'entre-

(15) Medina Galindo au vice-roi (Riohacha, 29 janvier 1798), AGN, Milicias y marina, t. 124, ff. 911-914.

(16) *Ibid.*

prise d'invasion du Nouveau Royaume par les Anglais. À partir de 1794 (lorsqu'on commença à instruire à Santa Fe de bruyants procès contre de prétendus révolutionnaires¹⁷), de telles craintes se firent de plus en plus grandes. En 1797, le gouverneur de Riohacha, suivant des instructions du vice-roi Mendinueta (1797-1803) en ce sens, dépêche vers la Jamaïque un agent qui, sous la couverture de commerçant, transmet des informations concernant les armements à la disposition des ennemis dans les colonies voisines et, en général, tout ce qui pouvait contribuer à la sécurité du Royaume¹⁸. Au commencement de l'année suivante, le colonel Medina Galindo fait part aux autorités de la vice-royauté de ses craintes que les Anglais, à la faveur des troubles produits au Venezuela par le soulèvement de Gual et España, ne fomentent une guerre intestine avec les Guajiros et n'envahissent le vice-royaume¹⁹.

Enfin, Medina Galindo considérait comme inutile de combattre les Indiens, car les assassinats ne pouvaient que les inciter à une insurrection et à des « exigences de sang » qui produiraient fatalement une spirale de violence sans terme et mettrait fin à neuf ans d'ardus travaux de pacification. C'est pourquoi le gouverneur sollicite alors du vice-roi de Santa Fe l'interdiction formelle pour les bateaux corsaires espagnols surveillant les côtes de Riohacha de mener des incursions à terre : la poursuite des contrebandiers pouvait dans de telles circonstances entraîner la mort d'Indiens faisant des affaires avec eux et inciter par là les autres Guajiros à réclamer tumultueusement le sang des victimes, enflammant ainsi toute la province²⁰.

Comment rompre, dès lors, les liens étroits unissant les Guajiros et les Anglais? Selon Medina Galindo, le seul moyen était d'user de « douceur », c'est-à-dire encourager, par des traitements de faveur et des cadeaux, les rapports commerciaux entre Indiens et Espagnols. Dans le meilleur des cas, ceux-ci devaient devenir les fournisseurs des Guajiros et tirer profit de l'intermédiation avec les colonies neutres, moyennant l'importation de nègres esclaves, d'outils pour moulins à sucre et de machines pour traiter le coton. En somme, le gouverneur de Riohacha

(17) José Manuel PÉREZ SARMIENTO (éd.), *Causas célebres a los precursores...*, Bogotá, Academia Colombiana de Historia, 1939, 2 vol.

(18) Plaidoyer de la défense de Medina Galindo dans la cause instruite contre celui-ci pour contrebande et conspiration (Santa Fe, 12 avril 1809), AGN, Residencias Magdalena, t. 17, f. 587 v.

(19) Medina Galindo au vice-roi (Riohacha, 15 février 1798), AGN, Miscelánea empleados públicos, t. 31, ff. 642-650.

(20) *Id.*, (Riohacha, 30 novembre 1801), AGN, Miscelánea, t. 72, ff. 167-178.



pensait que les efforts de la Couronne devaient s'attacher à supplanter les Anglais en employant pour cela leur arme favorite, à savoir le commerce. Le résultat serait la transformation de la province car la fin de la guerre avec les Indiens devait signifier l'incorporation de 40 000 nouveaux vassaux, permettre le développement de l'agriculture et désobstruer définitivement les communications par voie de terre avec Maracaibo et Valledupar²¹.

Même si Medina Galindo a été incapable d'obtenir pour Riohacha le privilège tant souhaité de commercer avec les colonies neutres, sa tolérance envers la contrebande semble avoir été proverbiale. Cela, avec ses réussites dans le domaine de la pacification des Guajiros, constitue l'élément-clé permettant de comprendre la solide popularité du gouverneur et le rôle central qu'il devait jouer dans la province durant la crise monarchique espagnole. Dans ses relations de services, le colonel se targue de la « reddition et pacification » des Guajiros et, effectivement, les documents consultés permettent de corroborer de sa part une adroite gestion des crises²². Lorsque, le 15 mars 1795, deux chefferies d'Indiens firent irruption dans la cité de Riohacha pour se combattre féroce­ment à la machette, Medina Galindo réussit à arrêter la bataille et à obtenir leur retour dans leurs villages respectifs²³. Quelques mois plus tard, le colonel conclut la paix avec les Parajuanos qui avaient assailli la ville de Sinamaica et coupé les communications terrestres entre Riohacha et Maracaibo. Après avoir dissuadé le gouverneur de cette dernière province de mener une guerre offensive, il négocie avec le capitaine Yaurepara le paiement réciproque des affronts, selon les us et coutumes des Indiens. En conséquence, ceux-ci reçoivent tout ce qu'ils demandent (y compris des bijoux en or représentant des aigles) et ils livrent 30 mules, 10 chevaux et 15 vaches²⁴. Enfin, début 1801, alors que dans la cité de Riohacha s'étaient concentrés plus de 500 Guajiros, Medina Galindo évite tout incident fâcheux, au prix de ses efforts et de sa vigilance²⁵. Le résultat

(21) *Ibid.*

(22) Voir aussi dans ce sens le dossier constitué par Medina Galindo en 1805, AGN, Residencias Magdalena, t. 31, ff. 128.

(23) *Relación de méritos* de Medina Galindo du 14 juillet 1798 déjà citée; Certification de l'échevinage de Riohacha (14 avril 1795), AGN, Empleados públicos de Panamá, t. 1, f. 287.

(24) Medina Galindo au vice-roi (Riohacha, 15 juillet et 30 août 1798); le gouverneur de Maracaibo à celui de Riohacha (13 août? 1798), AGN, Milicias y marina, t. 117, f. 889; AGN, Consulados, t. 3, ff. 583-590.

(25) Medina Galindo au vice-roi (Riohacha, 14 avril 1801), AGN, Milicias y marina, t. 119, f. 150.

le plus probant des « maximes politiques » du colonel est la réouverture du trafic avec Mompox, Ocaña et Chiriguana par Valledupar, et cela au moins depuis le milieu de l'année 1796²⁶.

La suspension du gouverneur de Riohacha

En février 1804, la goélette garde-côtes *El Volador* s'empare d'un paquebot dans les Caraïbes néogrenadines. On apprend que le bateau, baptisé du nom de *San Francisco Javier*, a été acheté aux enchères à Sainte-Marthe par un prête-nom de commerçants français (l'avocat Antonio José de Ayo qui devait jouer un rôle très important lors de la révolution à Carthagène) et qu'il sert au trafic clandestin sur les côtes de la vice-royauté. Le navire avait mouillé à Riohacha à la fin de l'année précédente avant de se diriger vers Curaçao et d'y embarquer une cargaison destinée au commerce illicite. Lorsque les autorités de Carthagène étudient le cas, elles concluent à l'implication du colonel Medina Galindo dans ces activités clandestines et renvoient l'enquête à l'Audience de Santa Fe. Telle est l'origine d'un long procès dont l'instruction fait apparaître des indices clairs montrant que le gouverneur de Riohacha favorise la contrebande à laquelle s'adonnent beaucoup d'étrangers et en tire profit. Apparemment, ce commerce illicite se faisait avec une effronterie telle que des Anglais, des Français et des Juifs avaient pris l'habitude d'établir des « magasins publics » dans la cité même de Riohacha et qu'ils s'invitaient à déjeuner tous les dimanches à la table du gouverneur. En conséquence et dans l'attente de l'issue du procès, le vice-roi Amar (1803-1810) ordonne la suspension de Medina Galindo de son poste. La mesure reçut très rapidement l'approbation du Conseil des Indes qui expédie une *real orden* à cet égard le 25 août 1806²⁷.

Comme gouverneur intérimaire de la province de Riohacha, le vice-roi Amar nomme le lieutenant-colonel D. Juan Sámano. Originaire de la ville de Selaya, dans la province de Santander, ce militaire étudie les mathématiques à l'académie de Barcelone, puis passe à Porto-Rico en 1780 avec le convoi qui appareille de Cadix sous le commandement du lieutenant-général Victorio de Navia. Ensuite, Sámano est envoyé à

(26) Certification de l'échevinage de Riohacha (9 juin 1796), AGN, Empleados públicos de Panamá, t. 1, f. 288 v.

(27) AGN, Residencias Magdalena, t. 17, ff. 542-606, t. 31, ff. 127-201 y t. 60, ff. 507-574; *Testimonio de los autos criminales seguidos contra D. José Antonio Bonafé, del principado de Cataluña* (1804-1805), AGN, Juicios criminales, t. 64, ff. 902-982 (voir notamment l'accusation de Bonafé, f. 978).



Carthagène des Indes, où il reste quelque temps avec son régiment, avant de rejoindre Santa Fe lors de l'insurrection des *Comuneros*. De retour en Europe, Sámano prend part en 1793 à la guerre contre les Français en tant que commandant d'une compagnie de chasseurs en Navarre. Postérieurement, il s'enorgueillira dans ses relations de services de sa participation à diverses actions pendant cette campagne, au cours de laquelle il est blessé par balles aux deux cuisses²⁸. L'année suivante, Sámano réembarque à Cadix et, après avoir mouillé à Porto-Rico, arrive au Nouveau Royaume de Grenade en 1794 pour être mis à la tête du Bataillon Auxiliaire de Santa Fe²⁹.

Le 10 septembre 1805, alors qu'il se dirige vers la cité de Riohacha pour prendre possession de sa charge de gouverneur intérimaire de la province, Sámano est informé dans le village de Fonseca de l'imminence d'un attentat dirigé contre sa personne. Le crime doit être perpétré le lendemain par des Indiens guajiros de différentes chefferies et prendre la forme d'un guet-apens. Escorté d'habitants de Riohacha ayant refusé de participer à la conspiration, Samano fait de nuit le trajet qui le sépare encore de Riohacha, et arrive dans la capitale vers trois ou quatre heures du matin. Lorsque les Indiens du village du Rincón sont mis au courant de cette manœuvre, il est déjà trop tard : à leur arrivée dans la cité deux heures plus tard, le nouveau gouverneur est déjà en train de prendre du repos, sain et sauf. Par le procès instruit quelques mois plus tard, nous savons que le colonel Medina Galindo, rendu furieux par sa destitution, est l'auteur du plan conçu pour assassiner Sámano, et qu'il comptait pour cela sur la complicité de l'échevinage. Afin de gagner les Indiens, le gouverneur déchu a eu recours à des métis résidant à Riohacha et appartenant, en général, aux milices de la cité. Il semble qu'il leur ait offert, pour les convaincre, mille pesos, des provisions, de l'eau-de-vie, des tissus et d'autres cadeaux³⁰.

Même si l'attentat conçu par Medina Galindo contre son successeur n'a pas abouti, il est fort instructif car il démontre l'influence

(28) Armando MARTÍNEZ GARNICA y Daniel GUTIÉRREZ ARDILA (éd.), *Guía de forasteros del virreinato de Santa Fe*, Bogotá, UIS/U. del Rosario, 2010 ; AGN, Milicias y marina, t. 4, f. 428.

(29) Juan Sámano à Francisco Torrales (Porto-Rico, 22 mai 1794) et à D. Joaquín Cañaverall (à bord du brigantin des postes Pinzón, 6 juin 1794), AGN, Milicias y marina, t. 56, ff. 749-750.

(30) *Sumario que de pedimiento del Sr. Gobernador de esta plaza D. Juan de Sámano se adelanta acerca de lo que contra su persona se intentaba hacer al ingreso a esta ciudad al tiempo de venir a tomar posesión del gobierno* (Riohacha, 1806), AGN, Milicias y marina, t. 22, ff. 661-707. Voir également l'interrogatoire (Santa Fe, 27 février 1807) subi par José Albizu Carbonell, l'un des complices de Medina Galindo dans la conspiration contre Sámano, de même que le dossier où figure l'indult concédé à celui-ci, AGN, Empleados públicos de Magdalena, t. 12, ff. 281-285. AGN, a (1808) et SAAH, t. 4, ff. 413-420, respectivement.

que ce colonel exerçait sur l'échevinage, les milices et les Indiens de Riohacha. Grâce à sa double condition de gouverneur et de militaire de haut rang, Medina Galindo avait réussi, pendant son long séjour dans la province, à y mener un solide leadership qui devait lui permettre en 1811 de reprendre le commandement du gouvernorat à l'abri de la révolution du Nouveau Royaume de Grenade. Dans l'immédiat, il est contraint de gagner Pamplona, où il est confiné par le vice-roi Amar jusqu'à la fin des procès instruits à son encontre pour contrebande et conspiration³¹. Ayant obtenu la commutation de sa peine dans la cité de Valledupar, il se met en route pour cette destination le 29 octobre 1805³². Finalement, il passe sans y être autorisé à Santa Fe afin d'y organiser sa défense. C'est là qu'il se trouve trois ans plus tard et, en tant que colonel d'infanterie de l'armée royale, il participe à la junte d'autorités qui reconnaît Ferdinand VII comme roi d'Espagne et des Indes et la Junte Suprême de Séville comme souverain intérimaire de la monarchie³³. Medina Galindo se trouve encore à Santa Fe le 20 juillet 1810, lorsque les autorités de la vice-royauté sont démisées³⁴. Coïncidence qui ne devait pas manquer de susciter des soupçons parmi ses ennemis, qui l'accuseront d'être complice et agent des révolutionnaires de l'état de Cundinamarca.

Une révolution à l'ombre de la monarchie ?

Afin de repousser la menace représentée par l'installation de la Junte Suprême de Quito (10 août 1809), le vice-roi de Santa Fe envoie 300 fusiliers du Bataillon Auxiliaire vers le gouvernorat de Popayan³⁵. Le départ des soldats laisse la cité assez dégarnie et accroît les risques de troubles au moment même où l'échevinage sollicite avec insistance la création d'une junte de gouvernement³⁶. C'est pourquoi le vice-roi Amar y Borbón appelle à la rescousse le colonel Juan Sámano qui, le 11 sep-

(31) Francisco de la Guerra à son compère Manuel Martínez Mansilla (Maracaibo, 20 décembre 1806), AGN, Milicias y marina, t. 138, f. 360.

(32) AGN, Residencias Magdalena, t. 60, ff. 504 et 505 v.

(33) Acte imprimé de la junte d'autorités (5 septembre 1808), Archivo Histórico de Antioquia, Libros capitulares, t. 649, doc. 10340.

(34) Pedro Pérez Prieto au gouverneur de Sainte-Marthe (Riohacha, 7 juin 1811), AGN, Sección Archivo Anexo, Fondo Gobierno – dorénavant SAAG –, t. 19, f. 562.

(35) José Manuel RESTREPO, *Historia de la Revolución de la República de Colombia en la América meridional*, Besançon, José Jacquin, 1858, t. 1, p. 57.

(36) Le vice-roi Amar au Premier secrétaire d'État (Santa Fe, 19 novembre 1809), AGI, Santa Fe, 629.



tembre 1809, quitte la province de Riohacha, où il occupait le poste de gouverneur intérimaire.

C'est ainsi que, conformément aux lois (cédule royale du 13 juillet 1796), le commandement de la province la plus septentrionale du Nouveau Royaume de Grenade se trouve réparti entre deux autorités, l'une politique et l'autre militaire. La première est confiée à l'alcalde de première nomination de la cité, Pedro Pérez Prieto, la deuxième à l'officier de la place du grade le plus élevé, alors le lieutenant-colonel Fernando de Oribe. Lorsque la Junte Suprême de Santa Fe est installée le 20 juillet 1810, le gouvernorat de Riohacha continue à être régi de la sorte³⁷. En fait, une telle situation se prolonge jusqu'au 6 août de l'année suivante, quand a lieu une altération tumultueuse du gouvernement qui, paradoxalement, n'a rien de révolutionnaire. En d'autres termes, la déposition des autorités de la province ne modifie en rien l'obéissance inconditionnelle aux autorités de l'Espagne libre observée par les habitants de Riohacha depuis le début de la révolution néogrenadine. Cela veut dire que, même si le mouvement a été insurrectionnel dans la forme – destitution violente des gouvernants nommés par le roi –, il ne l'a pas été dans ses buts, puisqu'il s'est manifesté par une fervente réaffirmation de vassalité à l'égard de Ferdinand VII, du Conseil de Régence et des Cortès de la nation espagnole.

L'événement est exceptionnel et il n'est pas inutile de s'y attarder. Nous avons dit que la province de Riohacha est restée étrangère à la transformation politique de 1810 qui s'étendit rapidement sur le territoire néogranadin depuis la cité de Caracas, épice centre du séisme. Lorsque les nouvelles de la destitution des autorités de la vice-royauté parviennent dans la capitale du gouvernorat, l'on s'empresse de célébrer un *cabildo abierto*. Dans l'assemblée, réunie le 17 août, siège « un nombre considérable d'habitants de toutes les classes et des états les plus sains ». On décide alors de renouveler au nom de ce *pueblo* « le plus solennel serment d'obéissance au Suprême Conseil de Régence », déjà prêté le 21 mai précédent. Deux jours plus tard dans l'après-midi, on effectue la cérémonie religieuse de rigueur, à laquelle prend part une assistance nombreuse et enthousiaste, qui exprime sa joie par des vivats et des applaudissements. Le dernier jour de l'année 1810, les habitants de la province de Riohacha ont une nouvelle occasion de confirmer leurs vœux de soumission aux autorités de l'Espagne libre, moyennant la reconnaissance des Cortès

(37) Pedro Pérez Prieto au vice-roi Benito Pérez (Riohacha, 30 mars 1811), AGN, SAAG, t. 19, ff. 328-333.

Générales et Extraordinaires de la nation espagnole et l'observance des premiers décrets expédiés par celles-ci³⁸.

Comme il est aisé de l'imaginer, dans ces événements l'échevinage de Riohacha joue un rôle exceptionnel. Tout semble indiquer que les membres du conseil municipal voyaient dans la conservation du *statu quo* la meilleure manière de préserver la concentration du pouvoir qu'ils exerçaient depuis le départ du gouverneur intérimaire pour la cité de Santa Fe au milieu de l'année 1809. En d'autres termes, la formation d'une junte de gouvernement semblable à celles qui avaient été installées quelques jours plutôt au Socorro (11 juillet), dans la capitale de la vice-royauté (20 juillet), ou dans la cité voisine de Sainte-Marthe (10 août), aurait été perçue par l'échevinage comme une menace aux prérogatives cumulées par celui-ci à l'abri de la crise monarchique. En premier lieu, et en claire infraction aux lois, Pedro Pérez Prieto se fait réélire comme alcalde de première nomination en 1810 et en 1811. Cela veut dire que, en vertu de l'absence déjà mentionnée du gouverneur, il monopolise pour deux ans le commandement politique de la province et, en conséquence, le contrôle des finances royales, du fisc et des postes. Par ses attributions, il a aussi la haute main sur le commerce du port, car lui revient la charge d'inspecter les navires et d'octroyer les licences de rigueur. Ces pouvoirs déjà grands se sont accrus le 3 décembre 1810 au détriment tant des administrations de Carthagène que du lieutenant Fernando de Oribe qui, comme on l'a vu, exerçait par intérim l'autorité militaire en Riohacha. À cette date, en effet, l'échevinage déclare qu'en vertu de la « dégénération » de Carthagène, et notamment de son refus de recevoir le gouverneur nommé par la régence, l'administration de la cité ne dépendrait désormais, en quelque domaine que ce soit (militaire, postal, fiscal, commercial), que des autorités de l'Espagne libre. De même, l'échevinage se déclare ce jour-là en possession des attributions relevant jusqu'alors d'Oribe, lui retirant le commandement de la place ainsi que l'inspection générale des milices et du corps royal d'artillerie. On lui interdit dès lors d'augmenter ou de diminuer la garnison, de recruter pour les milices ou de confier le commandement militaire à quiconque sans autorisation préalable³⁹.

Début décembre 1810, l'échevinage de Riohacha a donc pris en mains le commandement de la province sous prétexte de fidélité au monarque captif et à la régence, et en tirant clairement parti de la situation

(38) *Ibid.*

(39) Acte de l'échevinage de Riohacha (3 décembre 1810) et lettre envoyée par celui-ci à Fernando de Oribe (23 janvier 1811), *Id.*, ff. 184-194.



politique trouble du Nouveau Royaume. Les membres du conseil municipal ont exercé sans encombre cette concentration de pouvoirs jusqu'au 6 juin 1811. À cette date, en effet, ils reçoivent une lettre du commerçant catalan José Antonio Bonafé, dans laquelle celui-ci leur annonce qu'à Santa Fe le colonel Medina Galindo a fait état auprès de diverses personnes d'une requête signée de plusieurs habitants de Riohacha le pressant d'assumer le gouvernement de la province. Il semble que la collecte de ces signatures ait été effectuée parmi le petit peuple par Antonio de Torres – gendre de Medina Galindo – qui résidait alors à Valledupar. Avec stupeur, les membres de l'échevinage apprennent, en outre, que l'ancien gouverneur s'est déjà mis en route et a même dépassé le port fluvial d'Honda, accompagné par son fils Manuel José et par un avocaillon sans scrupule. Dès lors, et dans l'espoir que Medina Galindo soit arrêté à Valledupar et expulsé de la province de Sainte-Marthe, ils décident de demander, au nom du roi, l'aide du gouverneur de cette dernière⁴⁰.

Celui-ci, lorsqu'il est informé de la situation, écrit aussitôt au colonel de milices de Valledupar pour lui ordonner d'arrêter Medina Galindo et de le lui remettre sous escorte⁴¹. Toutefois, il était impossible d'exécuter cette commission, puisque depuis le mois de février précédent, lorsqu'on avait tenté en vain d'ériger une junta de gouvernement indépendante dans la cité, on avait non seulement supprimé, profitant du tumulte, le lieutenant du gouverneur, mais aussi obtenu par la force le bannissement du chef des milices urbaines⁴². Ainsi donc, l'échevinage de Valledupar, fidèle en principe à la Régence, agissait lui aussi avec une autonomie presque absolue, sans avoir pour cela à embrasser la révolution néogrenadine.

Le 13 juillet 1811, l'échevinage de Valledupar fait comparaître Medina Galindo en son sein, alarmé par l'arrivée d'une lettre que le tout nouvel état de Cundinamarca a adressée au militaire sous la dénomination de « gouverneur de Riohacha ». La missive contient un exemplaire des actes du Collège Électoral et Constituant et de la Constitution que celui-ci vient tout juste de promulguer le 4 avril⁴³. Il s'agit donc là d'une manœuvre destinée à promouvoir les institutions adoptées par la capitale

(40) Acte de l'échevinage de Riohacha (6 juin 1811) et lettre de Pedro Pérez Prieto au gouverneur de Sainte-Marthe (Riohacha, 7 juin 1811), *Id.*, f. 561-562.

(41) Tomás de Acosta, gouverneur de Sainte-Marthe, au colonel Juan Salvador Anselmo Daza (11 juin 1811), *Id.*, f. 566.

(42) Le colonel de milices de Valledupar au gouverneur de Sainte-Marthe (Hacienda de Corral de piedra, juridiction de Valledupar, 17 juin 1811), *Id.*, ff. 567-569.

(43) Acte de l'échevinage de Valledupar (13 juillet 1811), *Id.*, f. 581.

du Nouveau Royaume et, en ce sens, elle relève des négociations engagées par les autorités de Santa Fe afin de créer une entité politique plus grande, à laquelle est donné le nom de « Département de Cundinamarca ». Celui-ci, selon le projet, devait s'étendre sur un large territoire – comprenant les provinces de Riohacha, Sainte-Marthe, Socorro, Pore, Pamplona, Neiva et Mariquita – et, à moyen terme, entrer dans une grande confédération de la Terre Ferme composée de quatre autres membres⁴⁴. Medina Galindo est-il alors un agent des leaders révolutionnaires de Santa Fe ? Le vieux colonel s'en défend et manifeste à l'échevinage de Valledupar qu'en tant que gouverneur de Riohacha il ne s'accordera qu'« avec les desseins du Suprême Conseil de Régence [...] et cela, en faisant voir sa loyauté et son adhésion aux Cortès Générales et Extraordinaires de la Nation »⁴⁵.

Deux jours après avoir ainsi manifesté sa volonté politique, Medina Galindo écrit à l'échevinage de Riohacha pour lui annoncer son arrivée imminente et son intention d'assumer de nouveau le gouvernement de la province. Selon ses affirmations, celui-ci lui revient de droit, comme le montrent de mystérieuses cédules royales expédiées par les autorités de l'Espagne libre au nom de Ferdinand VII⁴⁶. Le colonel ne les ayant jamais produites, malgré les insinuations faites en ce sens tant par l'échevinage que par le gouverneur de Sainte-Marthe, on ne peut que supposer leur inexistence⁴⁷. Quoi qu'il en soit, devant l'arrivée imminente de Medina Galindo, les membres du conseil municipal de Riohacha pressent le lieutenant-colonel Fernando de Oribe de prendre, en tant que gouverneur militaire, toutes les mesures propres à empêcher l'entrée du colonel dans la province⁴⁸. Fâché sans doute avec l'échevinage en raison de la réduction de ses attributions faite par ce dernier en décembre 1810, Oribe se refuse à prendre quelque mesure que ce soit⁴⁹. Était-il alors complice de Medina Galindo ? Tout semble l'indiquer. En effet, lors de sa déposition quelques années auparavant dans

(44) *Documentos importantes sobre las negociaciones que tiene pendientes el Estado de Cundinamarca para que se divida el Reyno en Departamentos*, Santa Fe de Bogotá, en la imprenta real, por Don Bruno Espinosa de los Monteros, Año de 1811, BNC.

(45) Acte de l'échevinage de Valledupar du 13 juillet 1811, déjà cité.

(46) Medina Galindo à l'échevinage de Riohacha (Valledupar, 15 juillet 1811), AGN, SAAG, t. 19, f. 577.

(47) Le gouverneur de Sainte-Marthe à Medina Galindo (31 juillet 1811) ; Acte de l'échevinage de Riohacha du 23 juillet 1811 et dépêche de celui-ci à Medina Galindo (24 juillet), *Id.*, ff. 574 v., 577 v. et 600 v.

(48) L'échevinage de Riohacha à Fernando de Oribe (23 juillet 1811), *Id.*, f. 579.

(49) Réponse de Fernando de Oribe à l'échevinage de Riohacha (26 juillet 1811), *Id.*, f. 580.



le procès instruit pour contrebande contre ce dernier, Oribe avait rejeté nettement les accusations⁵⁰. Le même soupçon s'impose à l'égard de l'échevinage de Valledupar car, au lieu d'envoyer Medina Galindo prisonnier à Sainte-Marthe, comme on le leur avait ordonné, les membres du conseil municipal communiquent à celui-ci les documents reçus à ce sujet pour qu'il exprime son avis. Le colonel disqualifie alors l'autorité du vice-roi Amar en tant que « créature de Godoy », mettant l'accent sur l'injustice du procès instruit à son encontre. Il souligne la légitimité de son commandement, la réhabilitation dont il a été l'objet de la part de la Junte Centrale et le fait qu'on n'a jamais cessé de lui verser sa solde ; et aussi la partialité de l'échevinage de Riohacha, voulant conserver son pouvoir sur la province, ainsi que l'illégalité de la double réélection de Pedro Pérez Prieto comme alcalde de première nomination. La partie la plus intéressante de son argumentation est, cependant, celle où il attribue au *pueblo* de Riohacha la liberté d'« adopter le système de gouvernement qui lui sied le mieux, sous l'autorité reconnue du Suprême Conseil de Régence ». C'est pourquoi, selon lui, la pétition signée par plus de cent habitants de cette cité le pressant d'assumer le commandement de la province, constitue pour lui un impératif aussi fort et irrésistible que l'exécution des ordres du souverain⁵¹.

Dans l'intention de faire lever les obstacles l'empêchant de poursuivre son chemin, Medina Galindo écrit dans de termes très similaires au gouverneur de Sainte-Marthe :

« [...] le *pueblo* de Riohacha, certain de trouver en moi un père, comme il le manifeste dans ses écrits, me réclame et me reconnaît pour son gouverneur légitime, mettant entre mes mains sa confiance, son bien-être et sa tranquillité ; satisfaction immense en vérité pour un gouverneur que celle de se voir acclamé par son peuple dans l'époque présente, car c'est comme si on disait "tu es notre gouverneur de par le roi, c'est à toi que nous obéissons et nous te réclavons par acclamation publique, car tu n'es point un petit chef despotique et absolu" »⁵².

Évidemment, une telle profession de foi était loin d'être canonique. Comme le dira par la suite l'alcalde de première nomination de Riohacha,

(50) AGN, Residencias Magdalena, t. 17, f. 578 v.

(51) L'échevinage de Riohacha à celui de Valledupar (17 juillet 1811) ; Acte de L'échevinage de Valledupar (22 juillet), AGN, SAAG, t. 19, ff. 573 et 584 v.

(52) Medina Galindo au gouverneur de Sainte-Marthe (Valledupar, 23 juillet 1811), *Id.*, f. 598 v.

son origine ne pouvait être que la « cité insurrectionnelle de Santa Fe de Bogotá, d'où [Medina Galindo] venait dépêché et muni d'instructions ». D'après Pérez Prieto, les opinions du colonel n'étaient pas seulement erronées, mais encore scandaleuses et criminelles, puisque :

« Le peuple, après avoir abdiqué sa souveraineté et l'avoir transmise au monarque ou à son légitime représentant, comme l'a fait celui des Espagnes dans les circonstances actuelles au Congrès national, a perdu ce droit qui s'est désormais refondu essentiellement dans le Souverain, à qui seul et exclusivement incombe cette faculté et non pas à la masse de la nation, même sous le trompeur et simulé prétexte de la reconnaissance d'une autre autorité, avec lequel le colonel Medina Galindo a prétendu adoucir sa venimeuse doctrine ; car dans ce cas le Souverain devrait agir sous la dépendance du peuple et partagerait avec celui-ci son autorité »⁵³.

Sans attendre la réponse du gouverneur de Sainte-Marthe, Medina Galindo quitte la cité de Valledupar le 30 juillet 1811 avec le concours de « quelques personnes espagnoles et de la nation guajira »⁵⁴. Sept jours plus tard à neuf heures du matin, il parvient enfin dans la cité de Riohacha, escorté par une nombreuse assistance armée de « fusils, sabres et poignards »⁵⁵. Avec un tel soutien, il ordonne la réunion d'un *cabildo abierto* destiné à légitimer sa prise de pouvoir et à nommer comme *regidor* doyen de l'échevinage son gendre Antonio de Torres. La cérémonie ne manque pas d'intérêt, notamment en ce qui concerne l'investiture du gouverneur :

« On a demandé clairement au peuple ce qu'il voulait et celui-ci a répondu à haute voix qu'il voulait pour son gouverneur le colonel D. José de Medina Galindo, car il possède cette charge par nomination de Sa Majesté D. Ferdinand VII ; c'est en lui qu'il veut placer sa confiance, et conséquemment d'un commun accord on a accédé à la voix commune du peuple »⁵⁶.

(53) Représentation de Pedro Pérez Prieto aux autorités de l'Espagne libre (Porto-Rico, 13 novembre 1811), AGN, Sección Archivo Anexo, Fondo Historia – dorénavant SAAH –, t. 13, f. 201 v.

(54) Acte de l'échevinage de Riohacha (31 juillet 1811), AGN, SAAG, t. 19, f. 601.

(55) L'échevinage de Riohacha au vice-roi Benito Pérez (21 août 1811), AGN, SAAH, t. 13, ff. 1-4.

(56) Acte de l'échevinage de Riohacha (6 août 1811), AGN, SAAG, t. 19, f. 602.



Lorsque l'un des alcaldes ose rappeler que la suspension de Medina Galindo a été confirmée par le roi, « le peuple », irrité, le corrige, prétendant que cette mesure n'était due qu'au vice-roi Amar et son approbation à « l'ennemi acharné de la monarchie, Godoy, et cela pour la réalisation de ses dépravés et bien connus desseins ». L'alcalde de première nomination reçoit alors, de Medina Galindo, la prestation de serment de rigueur. Le gouverneur s'engage ainsi à obéir aux décrets et à la Constitution que pourraient promulguer les Cortès, et à conserver le gouvernement monarchique du royaume, ainsi que l'indépendance, la liberté et l'intégrité de la nation⁵⁷.

Le rétablissement de la tranquillité

Jusqu'au jour de sa mort, survenue à la fin de l'année 1813, José de Medina Galindo a gouverné la province de Riohacha sans incidents notables. Toutefois, les premiers jours de son mandat semblent avoir été assez difficiles, en raison des querelles engendrées par la réinstallation du colonel parmi les habitants. Afin d'éteindre la discorde, il convoque le 9 septembre 1811 un *cabildo abierto* dans l'église paroissiale. L'alcalde Pérez Prieto brille par son absence, car il a quitté la cité en cachette pour aller chercher à Maracaibo et à Porto-Rico de l'aide lui permettant de déposer le gouverneur intrus⁵⁸. Même si le colonel ouvre l'assemblée solennelle en demandant à chacun de manifester les « sentiments ou les soupçons » qu'il pourrait nourrir à l'égard du gouvernement, en vérité il s'agit plus d'une cérémonie d'adhésion que d'un débat politique. En effet, les assistants, les uns après les autres, reconnaissent l'autorité de Medina Galindo et lui prêtent serment d'obéissance, en se gardant bien de critiquer aucunement sa conduite. La consolidation du pouvoir du gouverneur culmine avec le choix, par acclamation unanime, du gendre de celui-ci, Antonio de Torres, comme député de la province aux Cortès de la nation. Pour procéder à cette désignation, on omet aussi bien la présentation préalable d'un groupe de trois candidats que le tirage au sort, prévu par le règlement, et cela « à cause de la pénurie d'individus talentueux et instruits, et parce que la volonté du peuple est générale »⁵⁹.

(57) *Ibid.*

(58) Représentation de Pedro Pérez Prieto depuis Porto Rico déjà citée, AGN, SAAH, t. 13, ff. 196-207.

(59) Acte du *cabildo abierto* de Riohacha du 9 septembre 1811, *Id.*, ff. 25-39.

Informé de ces événements, le vice-roi Benito Pérez (1811-1813) – qui réside alors à La Havane en attendant de s'embarquer pour la cité de Panama – convoque une junta d'autorités pour examiner la question⁶⁰. Selon le *fiscal del crimen* de l'audience de Santa Fe, la nomination du député de Riohacha aux Cortès de la nation est frappée de nullité, puisqu'on n'a pas respecté le règlement fixé à cette fin. Toutefois, comme il n'est pas possible de contenir les excès commis par Medina Galindo en raison des circonstances, il faut, à son avis, « céder à l'insulte », le vice-roi se contentant de rendre compte des faits aux autorités intérimaires de la nation⁶¹. La junta d'autorités adopte le point de vue du *fiscal* et décide aussi d'avertir Medina Galindo qu'il doit couper toute communication avec l'état de Cundinamarca et rendre aussi étroites que possible ses relations avec le gouvernorat de Sainte-Marthe. Enfin, la junta convient de charger les militaires Fernando de Oribe et Juan Salvador Daza de la surveillance de la conduite du gouverneur de Riohacha et les autorise même à prendre les mesures nécessaires, le cas échéant, pour maintenir la province « fidèle à la bonne cause »⁶².

Les craintes du vice-roi et des *oidores*, nous le savons aujourd'hui, se sont avérées vaines. La Régence a ratifié les actes de Medina Galindo, le nommant brigadier de l'armée royale⁶³, et le gouvernorat de Riohacha est resté, sous son commandement, dans la plus parfaite soumission aux autorités espagnoles. Même lorsqu'au début de l'année 1813, la très fidèle cité de Sainte-Marthe tombe au pouvoir des insurgés de Carthagène et que Valledupar adhère au mouvement révolutionnaire, la province demeure farouchement du côté de la Régence, accueillant en son sein les villages qui, tels San Juan del Cesar, Fonseca et Barrancas, refusent d'adopter le « système indépendant ». Dans cette conjoncture, l'échevinage de Riohacha demande en vain des armes au vice-roi et aux autorités de Maracaibo, de Cuba et de la Jamaïque, et finit par s'emparer par ses propres moyens de la cité de Valledupar, grâce à une expédition dépêchée sous les ordres de D. Andrés de Medina, petit-fils du cacique des guajiros⁶⁴.

(60) Le vice-roi Pérez au *fiscal* de l'Audience de Santa Fe (La Havane, 19 novembre 1811), *Id.*, f. 39.

(61) Compte rendu du *fiscal* (La Havane, 20 novembre), *Id.*, f. 39 v.

(62) Acte de la Junta d'autorités du 21 septembre 1811, *Id.*, ff. 43-45.

(63) Nous n'avons pas pu trouver la promotion mais Medina Galindo figure déjà avec ce titre de brigadier fin 1812. Cf. la nomination d'Antonio de Torres comme commandant du corps de patriotes de Riohacha (6 décembre 1812), AGN, Secretaría de guerra y marina, t. 37, f. 32.

(64) Représentation de l'échevinage de Riohacha (6 mai 1813), AGI, Santa Fe, 1183.



Épilogue

Au mois de septembre 1813, l'échevinage de Riohacha reçoit une *real orden* promulguée le 7 mai précédent, en vertu de laquelle le gouvernorat du même nom est détaché de la Capitainerie Générale du Nouveau Royaume de Grenade et réuni à celle créée à Maracaibo. Considérant que l'exécution d'une telle mesure devait entraîner de très graves préjudices, Medina Galindo appose sa signature en tête d'une pétition par laquelle les autorités de la cité sollicitaient son abrogation. Selon l'argumentation soutenue alors, bien que Riohacha et Maracaibo ne fussent séparées que de 40 lieues par voie terrestre, la frontière entre ces deux juridictions, comprise entre la rivière Calancala et les environs de Sinamaica, était occupée depuis 1769 par des « villages sans fin d'Indiens barbares », qui rendaient le transit très difficile et coûteux. Quand, pour affaires relevant du service royal, on dépêchait une estafette terrestre vers Maracaibo, il fallait la faire accompagner d'une escorte de quatre-vingt ou cent hommes, sans que pour autant on pût se dispenser de faire des cadeaux aux Indiens. De même, la communication par voie maritime et celle empruntant la vallée de Perijá (qui n'exigeait pas moins de vingt-deux jours de marche en été) étaient assez onéreuses. En conséquence, sous la dépendance de Maracaibo, les habitants de Riohacha se verraient dans l'obligation de « cesser de réclamer leurs droits ou de s'exposer alors à goûter les fruits amers de l'indigence ». Lors des élections, on serait confronté à la même situation car les électeurs de la province ne pourraient se rendre à temps dans la nouvelle capitale pour prendre part à la désignation des députés aux Cortès ordinaires. Enfin, ce plaidoyer contre le rattachement à Maracaibo affirmait que cette dernière cité, outre le fait qu'elle était très éloignée, manquait tout à fait d'hommes, d'armes et de munitions, ce qui l'empêchait donc de pouvoir prêter secours à Riohacha contre les insurgés du Royaume⁶⁵.

C'est là le document d'archives le plus tardif que nous ayons pu découvrir touchant la vie de José de Medina Galindo. Même si nous ignorons la date exacte de sa mort, on sait qu'elle était déjà survenue lorsqu'en décembre 1813 le gouvernement de la province fut une nouvelle fois divisé entre une autorité militaire et une autorité politique. Pour exercer la première, on désigna, comme en 1809, Fernando de Oribe. La seconde échut à Antonio de Torres, le gendre, on s'en souvient, de

(65) L'échevinage de Riohacha au capitaine général du Nouveau Royaume de Grenade (13 septembre 1813) et représentation de celui-là à la Régence (3 septembre 1813), AGN, SAAH, t. 15, ff. 108-119.

Medina Galindo⁶⁶. L'équilibre de Riohacha dépendait donc encore d'une très particulière confluence d'intérêts conciliant le pouvoir d'une famille, les intérêts de la Couronne et la tranquillité des habitants. Cette symbiose subsistait en février 1814, lorsque l'échevinage de Riohacha reconnut Francisco de Montalvo comme capitaine-général du Nouveau Royaume de Grenade⁶⁷.

Quelques années plus tard, la province eut recours aux mêmes stratégies pour assurer un transit commode du régime monarchique vers le système républicain. En effet, tout semble indiquer que l'incorporation dans la Colombie bolivarienne se fit à nouveau par l'intermédiaire de la famille de Medina Galindo et notamment d'Antonio de Torres qui, en juin 1823, sollicita des autorités de Bogota la conservation de son rang de "commandant des patriotes" de Riohacha, accordé auparavant par la régence espagnole. D'après ses dires, il était incapable de fournir la preuve de cette nomination car Francisco de Montalvo, qui le persécutait en tant que partisan de l'indépendance, retint la dépêche. À la faveur de la grâce demandée, Antonio de Torres rappela aux autorités colombiennes son emprisonnement dans les cachots de Sainte-Marthe et de Carthagène et la confiscation de ses biens. Apparemment, D. Juan de Samano (successeur de Montalvo à la tête de la Nouvelle-Grenade) l'aurait également démis de la charge qu'il occupait comme premier secrétaire de la vice-royauté le tenant pour un insurgé. En 1826, Antonio de Torres était membre de la chambre des représentants de la Colombie, ce qui prouve que, dans le cas de Riohacha, le passage de la monarchie espagnole vers le régime républicain se fit sans trop de heurts. De même, le cas de Medina Galindo et sa famille démontre que les patriciens néogrenadins, qui servaient de courroie de transmission des intérêts locaux, ont amorti les bouleversements de l'empire espagnol et permis de préserver, tant bien que mal, le fragile équilibre des petites communautés périphériques.

Daniel GUTIÉRREZ ARDILA⁶⁸
 Centro de Estudios en Historia (CEHIS)
 Universidad Externado de Colombia
 roquefresneda@yahoo.com.mx

(66) Lettres de José Jacinto Nájera et de José Francisco Gutiérrez au capitaine général de Maracaibo (11 et 12 de décembre 1813); représentation de plusieurs habitants de Riohacha (10 décembre 1813) *Id.*, ff. 238-243.

(67) AGN, SAAH, t. 13, f. 356.

(68) L'auteur remercie vivement Jean-Louis Le Gludic, Mme Jeanne Chenu et Sergio Mejia pour leur aide précieuse.



Sources

Sources primaires

- Archivo General de Indias, Sevilla, Santa Fé, 629, 1178, 1183.
 Archivo General de la Nación, Bogotá, Fondo Colonia : Aduanas, t. 21 ;
 Cartas empleados públicos, t. 9 ; Consulados, t. 3 ; Empleados
 públicos de Magdalena, t. 12 ; Empleados públicos de Panamá, t. 1 ;
 Juicios criminales, t. 64 ; Milicias y marina, t. 4, 9, 22, 46, 56, 80,
 95-97, 117, 124, 138 ; Miscelánea, t. 72 ; Miscelánea empleados
 públicos, t. 31 ; Residencias Magdalena, t. 17, 31 y 60. Sección
 Archivo Anexo : Fondo Gobierno, t. 19 ; Fondo Historia, t. 4, 13 y
 15. Fondo República : Secretaría de guerra y marina, t. 37.
 Archivo General de Simancas, SGU, 7072.
 Archivo Histórico de Antioquia (Medellín), Libros capitulares, t. 649.
 Biblioteca Luis Ángel Arango, Libros raros y curiosos, mss. 482.

Sources primaires imprimées

- Documentos importantes sobre las negociaciones que tiene pendientes
 el Estado de Cundinamarca para que se divida el Reyno en
 Departamentos*, Santa Fé de Bogotá, en la imprenta real, por Don
 Bruno Espinosa de los Monteros, Año de 1811, BNC.
 JULIÁN, Antonio, *La perla de América...*, Madrid, A. Sancha, 1787.
 MORALES PADRÓN, FRANCISCO (éd.), *Diario de Don Francisco de Saavedra*,
 Sevilla, Universidad de Sevilla/CSIC, 2004.
 PÉREZ SARMIENTO, José Manuel (éd.), *Causas célebres a los precursores...*,
 Bogotá, Academia Colombiana de Historia, 1939, 2 vol.

Sources secondaires

- MARTÍNEZ GARNICA, Armando y GUTIÉRREZ ARDILA, Daniel (éd.), *Guía de
 forasteros del virreinato de Santa Fe para el año de 1810*, UIS/
 Universidad del Rosario, 2010.
 RESTREPO, José Manuel, *Historia de la Revolución de la República de
 Colombia en la América meridional*, Besançon, José Jacquin,
 1858, t. 1.